

LIGUE ARABE, LE GRAND TOURNANT ISLAMISTE ?

Par Hassane Zerrouky
Chronique du jour
CE MONDE QUI BOUGE



En accordant le siège, initialement occupé par le pouvoir en place à Damas, à l'opposition syrienne représentée par la Coalition nationale syrienne (CNS), et en laissant le soin à chaque Etat membre d'aider militairement les insurgés syriens, la Ligue arabe a franchi un pas qui n'augure rien de bon.

Le Qatar, qui accueillait ce sommet arabe, aura été l'acteur principal de cette mesure qui aura certainement pour conséquence d'enterrer à jamais toute possibilité de solution politique et pacifique à un conflit qui a pris une dimension interconfessionnelle. L'émir du Qatar a justifié l'octroi du siège de la Syrie, resté vacant depuis sa suspension en novembre 2011, à l'opposition, par «la légitimité populaire dont elle jouit en Syrie et du soutien dont elle bénéficie à l'extérieur». Le drapeau de la «révolution» syrienne a remplacé celui du régime de Damas dans la salle où s'est tenu ce rendez-vous annuel des chefs d'Etat arabes. L'Algérie, l'Irak mais aussi le Liban ont marqué leurs distances par rapport à cette décision unanimement soutenue par les pétromonarchies, l'Égypte, le Maroc et la Tunisie, ces trois derniers pays ayant en commun d'être dirigés par des gouvernements dominés par les islamistes. Tous les Etats membres de la Ligue arabe, à de très rares exceptions, sont des alliés dociles des Etats-Unis. Cette mesure intervient quelques jours après la désignation d'un «Premier ministre syrien» pour les «territoires libérés», Ghassan Hitto, membre des Frères musulmans, imposé par le Qatar, dont la «nomination» a entraîné de sérieuses tensions au sein du CNS. Son président, Ahmad Moaz Al-Khatib, a démissionné, officiellement en raison d'un manque de soutien international à la lutte du peuple syrien. En vérité, il reprochait «notamment au Qatar de vouloir contrôler l'opposition» et, selon l'un de ses amis, d'avoir imposé l'élection de Ghassan Hitto, soutenu par les Frères musulmans. «J'ai fait une promesse à notre grand peuple que je démissionnerai si une ligne rouge était franchie. Aujourd'hui, j'honore ma promesse» a-t-il déclaré. L'Armée syrienne libre (ALS) a également annoncé son refus de reconnaître Ghassan Hitto comme Premier ministre au motif qu'«il n'a pas été choisi par consensus», a estimé l'un de ses responsables, Louaï Moqdad. Officiellement le Qatar est pour une solution politique. Dans son discours au Sommet de Doha, l'émir du Qatar a appelé à «une solution politique en Syrie, à condition qu'elle n'implique pas un retour en arrière, à savoir un compromis avec le régime de Bachar Al-Assad. Dans la résolution adoptée par le Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement arabes, les participants ont spécifié que «chaque Etat membre a le droit d'apporter, selon sa volonté, tous les moyens d'autodéfense, y compris militaires, pour soutenir la résistance du peuple syrien et de l'Armée syrienne libre». Reste à savoir si cette mesure modifiera le rapport des forces militaires sur le terrain. Principal bénéficiaire de ce tournant de la Ligue arabe, les djihadistes de Djebhat Nosra. Chacun sait que ce groupe armé, qui contrôle avec ses autres alliés islamistes, une partie d'Alep, la capitale économique syrienne, est soutenu par les pétromonarchies, principalement le Qatar. Et que dans les régions qu'il contrôle, la loi islamiste est en vigueur, des exécutions extrajudiciaires sont commises. Une certitude, la chute du régime de Bachar, dernier verrou sur la route de Téhéran qui est en vérité l'objectif final de cette guerre qui ne dit pas son nom, signe la fin d'un cycle, celui de régimes autoritaires issus de la décolonisation se référant au nationalisme arabe, pour ouvrir la voie à des régimes à dominante islamiste liés à l'Occident capitaliste. Les pétromonarchies, en particulier l'Arabie saoudite et le Qatar, principaux bailleurs de fonds de la mouvance islamiste, principalement sa branche salafiste, sont sur le point de voir leur rêve réalisé : un monde arabe et maghrébin aux couleurs vertes, avec l'instauration de dictatures religieuses allant du golfe Persique à l'Atlantique, avec l'aide et le soutien de Washington. Et dans ce cas de figure, les régimes autoritaires, y compris en Algérie, sont responsables de cette situation, ne serait-ce que pour avoir verrouillé leurs sociétés à toutes les expressions porteuses de progrès social, de démocratie et de modernité, creusant le lit à la pire alternative : la voie islamiste réactionnaire.

H. Z.

Le Soir
D'ALGERIE